L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS
BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI, 10 AOUT.

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIÈME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866.......$[illegible]

Savoir—primes d'incendie... de marine... de rivières...

En moins, primes remboursées de primes non expirées...

Montant net des primes...

PERTES PAYÉES.

Pertes par l'incendie... Pertes sur mer... Pertes sur les rivières...

Réassurances... Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes...

Bénéfice net...

L'actif de la Compagnie est comme suit: Placé en propriétés foncières... Placé en hypothèques sur propriétés foncières... Placé en bons de la ville et autres... Placé en actions de banques... Placé en scrip de compagnies d'assurance... Prêts garantis... Effets... Primes en voie de perception... En caisse...

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et souscrit devant moi, ce 10 mars 1866.
EDMOND MEUNIER, Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net participant des primes pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1860 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs desdits certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.
A. CARRIERE, Vice Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

DIRECTEURS:
Charles Briggs, Archibald Montgomery, Ant. Carriere, Henry J. Vose, George A. Fosdick, Jas. Jackson, Mason Pilcher, E. Marquez, S. Brugier, Alfred Dolhonde, E. Cramer, Chs. Weishaar, Charles Lafitte, A. Lecourt, John S. Maunsell, Frank Williams, P. Anderson, Thomas Byrne, Alfred Kearny, John Thornhill, A. B. Montgomery, W. A. Violett, A. Frerichs, D. Piaggio, A. P. Nobloom, Hugh McDonald, Geo. W. Dunbar, Harlow J. Phelps, E. F. Stockmeyer, Wm. M. Pinckard, George W. Hynson, Henry H. Bryan, S. L. Wooldridge.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.

BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865...$220,611 80

Savoir: Primes d'incendie... $182,595 05; Primes de mer... 54,783 63; Primes de rivière... 26,289 42

En moins, primes non expirées... 28,383 00; Primes remboursées... 1,278 88 — 29,661 88

Primes inscrites... $190,949 62

Pertes payées, savoir: Sur les risques d'incendie... $38,218 37; Sur les risques de mer... 31,156 17; Sur les risques de rivière... 16,738 72

Réassurance... Quinze pour cent remboursé... 10,754 54; Taxes et licences des Etats Unis, de la ville et de l'Etat... 10,079 32; Frais, profits et pertes, intérêt de scrip, escompte et intérêt en moins... 25,702 70 — 142,399 34

Montant net des primes participant... $48,550 28

L'actif de la Compagnie est comme suit: Dépôt pour primes, en voie de perception $61,694 19; Effets pour primes... 27,237 80; Placé en actions de chemins de fer... 32,311 60; Placé en actions de banques... 71,451 50; Placé en scrip de Compagnies d'Assurance Mutuelle... 72,322 00; Prêts sur garanties... 10,427 70; Prêts sur hypothèque... 15,587 48; En caisse... 29,056 96

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 19 décembre 1865.
SAMUEL MEYERS, Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participantes pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et il sera émis des certificats pour ledit dividende, à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS:
J. Lorber, J. Lemore, D'que Bouligny, A H D'Mesa, John Gauche, Omer Gaillard, A. Miltenberger, J. A Stouse, T Avendano, A. Bidault, A. Marquez, Jas A. White, A. Verbot De Gruy.

VENTES JUDICIAIRES

La veuve de St-Romes vs. la veuve Fanny Blanc et als. fi. fa. vs. P. E. Wiltz et J. V. Catalogue.

DEUXIÈME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,471—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt-huit août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit:

Douze terrains situés au district Montreuil, faubourg Washington, Troisième District de cette ville, désignés par les Nos Un à Douze inclusivement, dans l'îlet borné par les rues Désirée, Piety, Girod et St-Jean Baptiste, d'après un plan particulier dressé par J. A. Pueyo, arpenteur, daté du 24 septembre 1844 et déposé en l'étude de C. V. Foulon, notaire public en cette ville.

Lesdits terrains mesurent, mesure anglaise, conformément audit plan, chacun vingt huit pieds cinq pouces de face à la rue Désirée, les mêmes dimensions sur la ligne du fond, sur cent vingt pieds cinq pouces de profondeur entre des lignes parallèles. Le No Un forme l'angle des rues Désirée et Girod et le No Douze forme l'angle des rues Désirée et St-Jean Baptiste.

2o—Quatre terrains contigus situés au faubourg St-Jean non loin du bayou St-Jean, dans l'ancienne Municipalité No Un, aujourd'hui le Deuxième District de cette ville, désignés par les Nos Un et Deux, d'après un plan dressé, le 25 novembre 1851, par Adolphe Knell, architecte, etc., et déposé en l'étude de Joseph Lisbony, ci-devant notaire public en cette ville.

Lesdits terrains ayant, mesure américaine, conformément audit plan, les dimensions suivantes, savoir: Le No Un, formant l'angle des rues Washington et Deuxième mesure trente-et-un pieds de face à la rue Washington, sur cent vingt-sept pieds six pouces et quatre lignes de profondeur, et le No Deux mesure trente-et-un pieds de face à la rue Deuxième, et la même profondeur... par suite des mêmes dimensions sur la ligne du fond et cent vingt-sept pieds dix pouces et quatre lignes de profondeur entre des lignes parallèles.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

27 juillet—août 4 13 21 28

ETAT DE LA LOUISIANE.—Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—L'Etat de la Louisiane: A tous ceux que ces présentes concerneront, salut: Attendu que FELICIA LAMBERT ayant acheté à une vente faite par le shérif de la Paroisse d'Orléans la propriété ci-après décrite, s'est adressée au greffier de cette cour, au bureau duquel l'acte de vente a été enregistré le 28 juin 1866, pour une monition, conformément à un Acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "un Acte pour une nouvelle garantie des titres des acquéreurs aux ventes judiciaires," approuvé le 10 mars 1834;

En conséquence, qu'il soit connu et toutes personnes y intéressées sont par les présentes citées et averties au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, lesquelles peuvent faire valoir un droit, un titre ou une réclamation quelconque à la propriété ci-après décrite, par suite d'une irrégularité ou illégalité quelconque dans le temps ou le mode de vente, ou pour tout autre défaut quelconque, de comparaître, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette monition dans les journaux, et de faire valoir les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite ne serait pas confirmée et homologuée.

Ladite propriété a été vendue par le shérif de la susdite paroisse le 9ème jour de juin A. D. 1866, en vertu d'un décret de cette cour rendu le 1ème jour de mars A. D. 1866, dans un procès intitulé "Felicia Lambert contre Anita L. Reduas, No 18,111, du dossier de cette cour"—à laquelle vente ladite Felicia Lambert est devenue l'acquéreur pour le prix de $2,550.

Description de la propriété telle qu'elle a été donnée dans le transfert judiciaire, savoir:

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent dessus, avec les droits, privilèges ou servitudes qui y sont attachés ou y appartiennent d'une façon quelconque. Lequel terrain est situé dans le Premier District de cette ville dans l'îlet compris entre les rues Notre-Dame, Julie, Magasin et Tchoupitoulas. Ledit terrain a 29 pieds 7 pouces et 4 lignes de face à la rue Notre-Dame, sur une profondeur de 52 pieds 2 pouces et 4 lignes du côté de la rue Tchoupitoulas, il a dans le fond, une largeur de 27 pieds 11 pouces. Le tout d'après un plan dressé par L. H. Pilie, voyer le 27 novembre 1854, au profit du mineur Patrick Brady Harman. Ladite propriété est la même qui a été achetée de Jas. W. Fuller, par acte passé pardevant Octave de Armas, notaire public de cette ville, en date du 25 mars 1862.

Témoin: l'Honorable Paul E. Théard, juge de ladite cour, à la Nouvelle-Orléans, ce 26ème jour de juillet A. D. 1866.
JOHN M. COONEY, Député Greffier.
28 juillet—août 1,13,20

W. C. Budd vs. Joseph Stinson.

TROISIÈME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,240—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI quatre de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Girod, du Camp, St-Marie et la rue Sud, Place Lafayette, désignés par les Nos Un et Deux suivant plan dressé par Alfred Forstall, alors député voyer, daté 15 février 1852 et annexé à un acte au rapport de L. T. Caire, ci-devant notaire public en cette ville, daté du 5 mars 1852.

Les dits terrains mesurent, chacun, plus ou moins, vingt-cinq pieds de face à la rue Sud, Place Lafayette, sur quatre-vingt-seize pieds plus ou moins, de face et de profondeur à la rue du Camp dont il forme l'angle.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant, connus sous le nom de "Florence House."

3o—Un terrain situé au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Girod, du Camp, Ste-Marie et Sud de la Place Lafayette, désigné par le No Trois, d'après un plan dressé par Alfred Forstall, ci-devant député-voyer, en date du 15 février 1852 et annexé à un acte au rapport de Louis T. Caire, autrefois notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1852, mesurant vingt-cinq pieds de face à la rue Sud de la Place Lafayette, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Ensemble aussi avec le droit d'usage derrière d'un corridor de trois pieds de largeur, ouvrant sur la rue du Camp, lequel corridor est réservé pour l'usage commun des propriétaires des terrains avoisinants, suivant le plan ci-dessus référé.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la dame Jeter, suivant acte au rapport de A. Bondousquié, notaire public en cette ville, en date du 4 mai 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
4 août—13, 21, 30—sept 4

Marie E. A. Tougand, uxor vs. Marius S. Brissier, mar.

COUR DU QUATRIÈME DISTRICT JUDICIAIRE, paroisse Ascension.—No 1366.—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour du Quatrième District Judiciaire, Paroisse Ascension, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI sept de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Premier District de la ville de la Nouvelle Orléans, dans l'îlet borné par les rues Delord, du Camp, Poeyfarre et des Magasins, désigné par le No Sept, suivant plan dressé par C. Gottschl, architecte, le 25 avril 1856, déposé en l'étude de Selim Magner, notaire public en cette ville, sous le No 4. Ledit terrain mesure quatre-vingt quatre pieds de face à la rue des Magasins sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Lessie Burthe, suivant acte au rapport de Thos. J. Beck, notaire public en cette ville, en date du 12 mai 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
6 août—14,23,31—sept 7

VENTES JUDICIAIRES.

J. B. PIAGGIO vs. J. VIOSCA Jr.

TROISIÈME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,802—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, quatorze août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

L'intérêt du défendeur, à savoir: La moitié indivise à deux terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Peters (ci-devant de la Nouvelle-Levée), Clay, Bienville et Conti, désignés par les Nos Cinq et Six, suivant plan dressé par Louis H. Pilié, voyer de cette ville, daté du 30 avril 1859 et déposé en l'étude de Chs. Edouard Fortier, ci-devant notaire public en cette ville, sous le No 44 au Livre des Plans No 1.

Lesdits terrains mesurent chacun vingt-deux pieds deux pouces et deux lignes de face sur chacune des rues Peters (ci-devant de la Nouvelle-Levée) et Clay, sur une profondeur de cent dix-neuf pieds onze pouces et six lignes entre lignes parallèles, et appartiennent au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la ville de la Nouvelle-Orléans, suivant acte au rapport dudit notaire Fortier, en date du 11 juin 1859.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.
13 juillet—21,28, août 4,14

Vente par le shérif de la Paroisse d'Orléans, à l'effet d'opérer un partage.

H. O. FREEMAN et als. vs. ELLA J. FREEMAN et als. mineurs.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 27,085.
(ACTION EN PARTAGE.)

En vertu d'un jugement rendu le 27 de juin et signé le 16 de juillet 1866, par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, sur les délibérations d'une assemblée de famille dûment homologuée, je procéderai le MARDI vingt-et-un août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Une portion de terre située à l'angle des rues Tchoupitoulas et Gravier, au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, désignée par le numéro Un, suivant plan d'îcelui et d'autres, dressé par Bourgerol, autrefois député arpenteur général, déposé à la page 137 du Livre Un des plans de G. R. Stringer, ci-devant notaire public en cette ville, sous la date du 11 avril 1829.

Ladite portion de terre mesure trente-cinq pieds sept pouces de face à la rue Gravier, quarante-et-un pieds onze pouces de face à la rue Tchoupitoulas, cinquante-cinq pieds sept pouces sur la ligne du côté de la rue Poydras et limitrophe à propriété aujourd'hui ou ci-devant appartenant à la banque d'Orléans et désignée par le No Trois, suivant ledit plan et derrière, du côté de la rue des Magasins et limitrophe à la cour du No Deux, suivant ledit plan, six pieds six pouces, de là à angle droit et parallèle à la rue Gravier et aussi limitrophe au No Deux, onze pieds et de là angle presque droit, et parallèle à la rue des Magasins et limitrophe au No Deux, trente-huit pieds et un pouce.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison en briques à deux étages, dépendances et appartenances. Le tout conformément audit plan.

Conditions—Moitié du prix payable comptant et la balance en deux sommes d'égale montant, à neuf et dix-huit mois respectivement de date, en billets de l'acquéreur, à son propre ordre, portant intérêt au taux de sept pour cent l'an de la date jusqu'à échéance et après cette époque au taux de huit pour cent l'an avec privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.
20 juillet—29—août 13,21

JAMES H. ADAMS vs la dame ANNIE McLEAN GERARD, épouse de Thomas H. Howard et son dit époux.

SIXIÈME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 13,326—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, treize août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o. Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par la rue des Magasins, Troisième, Live Oak et Quatrième, et désigné par le No neuf, suivant plan du dit îlet dressé par H. Moellhausen, alors arpenteur, en date du 25 décembre 1844, et déposé en l'étude de D. I. Ricardo, ci-devant notaire public en cette ville, sous le No 4.

Le dit terrain mesure trente-quatre pieds quatre pouces de face à la rue Quatrième, sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure américaine.

Ensemble, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, acquise de G. W. Shaw, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 29 mai 1855.

2o. Un autre terrain situé dans les mêmes District et îlet désigné par le No sept, suivant plan dressé par C. A. Hedin, ci-devant arpenteur, le 29 mai 1860 et dressé sous le No 34 au livre de plans d'Octave de Armas, notaire public en cette ville.

Le dit terrain mesure trente-et-un pieds trois pouces de face à la rue des Magasins, sur cent dix pieds six pouces de profondeur entre lignes parallèles.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Acquise de la succession de W. C. Micou, suivant acte au rapport de H. B. Cenas, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 30 juin 1855.

3o.—Un autre terrain situé dans les District et île susdits, désigné par le No Un, suivant le plan sus relaté de Moellhausen, mesurant trente-et-un pieds trois pouces de face à la rue des Magasins sur cent dix pieds six pouces de profondeur et face à la rue Troisième.

Ensemble, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Acquise de John Altmeyer, suivant acte au rapport de W. L. Poole, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 23 d'octobre 1865.

4o.—Un autre terrain situé dans les mêmes District et îlet, désigné par le No Trois suivant plan de C. A. Hedin, ci-devant arpenteur, daté du 29 février 1856 et déposé en l'étude de E. G. Gottschalk, notaire public en cette ville, sous le No 4.

Le dit terrain mesure trente-et-un pieds trois pouces de face à la rue des Magasins sur cent dix pieds six pouces de profondeur entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Acquise de S. B. Churchill, suivant acte au rapport de G. Rareshide, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 23 juin 1855.

Saisies dans l'affaire ci-dessus.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
12 juillet—21 28 août 7 13

BOSTICK & SEYMOUR vs. LE VAPEUR ANNA PERRET, LE CAPITAINE ET LES PROPRIETAIRES.

QUATRIÈME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,966—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-huit d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de

Le vapeur ANNA PERRET, ensemble avec sa machine, ses agrès et apparaux, tel qu'il se trouve aujourd'hui dans le Nouveau Bassin, à l'intersection de la rue Claiborne.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Cette créance étant la seconde et dernière, le dit bateau sera définitivement adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, pour le prix qui en sera offert, à douze mois de crédit. L'acquéreur fournira son bon ou obligation, avec caution bonne et solvable, portant intérêt au taux de cinq pour cent l'an de la date, et le privilège sur le dit bateau, jusqu'à parfait paiement.

Le dit acquéreur paiera au comptant, et ce en déduction du prix d'adjudication, les frais d'annonce et les frais du greffier, et la somme de $600 00 ou environ.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
2 août—2,9,10,14,18 août

Adelaide Vivant vs William Francis—Wm S Benedict vs. le même—Nos 20,259 et 20,078.

TROISIÈME Cour de District de la Nlle-Orléans.—En vertu de deux writs de saisie et vente adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus à Charles Bienvenu, ci-devant shérif et par celui ci à moi transférés, je procéderai le Samedi Premier de Septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Trois certains terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet désigné par le No trois, compris par les rues du Quartier, Dorgenois, Rochebleve et de l'Hopital, lesdits terrains sont désignés par les Nos dix sept, vingt et quarante-et-un, d'après un plan dressé par A. Castaing, ci-devant arpenteur général le 17 d'avril 1852, déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville et mesurent comme suit: Les Nos dix-sept et vingt, chacun, vingt-huit pieds de profondeur entre lignes parallèles, le No quarante-et-un a trente sept pieds de face à la rue de l'Hôpital sur vingt-huit pieds de profondeur sur la ligne limitrophe au No quarante-deux.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, notamment sur les terrains Nos dix-sept et vingt, une maison dans le style cottage, un bâtiment de quatre étages et ses dépendances, avec jardin devant, et sur le dit No quarante-et-un, deux cottages.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Charles Cheney, de cette ville, suivant acte au rapport de Richard Brennan, notaire public en cette ville, en date du 3 mars 1860.

Le plan de cette propriété sera exposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Saisis dans les affaires ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
1er août—10,18,25—Sept 1er

O. A. Schneidau & Co. vs. W. T. Penington, capitaine, W. T. Pennington & Glidden, propriétaires de la goélette "Gipsy."

TROISIÈME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,643—En vertu d'un ordre de vente rendu le 23 de juillet 1866, et à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de

La goélette GIPSY, ensemble avec ses agrès, apparaux, etc., telle qu'elle se trouve aujourd'hui dans le fleuve Mississippi, vis-à-vis le poteau No 21, Deuxième District.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
24 juillet—1 10 18 25 août

H. W. KALKE vs. le steamship Southern Star le capitaine et les propriétaires.

SIXIÈME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 13,162—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, DIX HUIT D'AOUT 1866, à cinq heures du soir, à mon entrepôt, situé rue Jefferson, No 23, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Les provisions, prises du bord dudit steamship, consistant en viandes de bœuf et de porc, farine, sucre, café, biscuits, etc.

Le tout suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisies dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.
7août—10,13,16,18

FRANÇOIS EDMOND DUPUY, administrateur, etc., vs. JEREMIAH PRITCHARD.

CINQUIÈME Cour de District de la Nlle-Orléans.—No 16,675—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MERCREDI, vingt-deux d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Un certain billet, de la teneur suivante, savoir:

$5,952 38—Paroisse d'Iberville, le 20 d'avril 1859.

A six ans de date nous, conjointement et séparément promettons de payer, à notre propre ordre, au domicile de la Banque des Citoyens de la Louisiane, à la Nouvelle-Orléans, la somme de cinq mille neuf cent cinquante-deux piastres et 38/100 cents, pour valeur reçue, avec intérêt au taux de huit pour cent l'an de la date jusqu'à paiement, signé et endossé par Aurore Mather, John B. Willis, agent, Charles Mather et Jos. Mather, paraphé ne varietur, paroisse d'Iberville, le 20 d'avril 1859. Adam Petit, recorder et aussi paraphé par Chas. V. Foulon, notaire public, pour l'identifier avec l'inventaire de la succession de J. F. Clay par lui fait le 19 de novembre 1864.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.
18août—15, 16, 20, 22

Thompson & Barnes, George Mertry, subrogé vs. Q. Keiffer.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'Honorable O. H. Brewn, Deuxième Justice de Paix, je procéderai le mardi 14 août 1866, à midi, à la vente à l'enchère publique de tout le contenu, selon inventaire, d'un café et salon de bière situé au No 46, rue St-Pierre, entre Royale et Chartres, Deuxième District.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
JOHN C. KUZAC, Constable de la Deuxième Justice de Paix.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication, en billets du Trésor des Etats-Unis. 2 août—8,14

J. H. KELLAR vs. F. MARTHEY—No 4,881.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Première Cour de Justice de Paix dans et pour la paroisse d'Orléans, je procéderai le jeudi, 16 août 1866, à midi, au No 81, rue Fulton, dans cette ville, à la vente à l'enchère publique des objets suivants, saisis dans l'affaire ci-dessus—

Un grand rouleau de fer pour tourner.
Un petit do do do do.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
JOHN MASKEW, Constable.
Août—8, 16, 16.

J. D'Alvarado, agent de J. Cazaux vs H. Martin.—No 343.

TROISIÈME JUSTICE DE PAIX.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Paul W. Collens, Troisième Juge de Paix dans et pour la paroisse d'Orléans, je procéderai, le MARDI 14 août 1866, à midi, à l'entrepôt situé rue Bienville, entre Royale et Bourbon, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente à l'enchère publique d'un

Lot de meubles.
Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions comptant.
ARTHUR LANGE, Constable.
4 août—8 & 14

Sylvain Barthet vs. Clary.

TROISIÈME JUSTICE DE PAIX.—No 349.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Paul W. Collens, Troisième Juge de Paix dans et pour la paroisse d'Orléans, je procéderai, le mardi 14 août 1866, à 5 heures P. M., dans une étable de l'Abattoir de la Métairie, près Bienville, à la vente, à l'enchère publique de—

3 vaches à lait, saisies dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant.
ARTHUR LANGE, Constable.
4 août—8, 14

M. T. Lutz vs. M. & Mme Boby.

SIXIÈME JUSTICE DE PAIX—No 3,600.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Thos. S. Collens, Juge de la Sixième Justice de Paix dans et pour la paroisse d'Orléans, je procéderai, le lundi, 13 août 1866, à 5 heures P. M., à la vente, à l'enchère publique—

D'un lot de Charbon et de Bois, à l'encoignure Trois et Apolline, saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant.
DANIEL WILSON, Constable.
4 août—8, 13

INSURANCES.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE, No. 3 CARONDELET STREET, New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement: Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865......$220,611 80

To wit: Fire Premiums... $142,595 5; Marine Premiums... 54,783 63; River Premiums... 26,289 42

Less Unterminated Premiums... 28,383 00; Returned Premiums... 1,278 88 — 29,661 88

Earned Premiums... $190,949 62

Losses paid, &c.: On Fire Risks... $38,218 37; On Marine Risks... 31,156 17; On River Risks... 16,738 72

Reinsurance... Fifteen Per Cent. Returns... 10,754 54; United States, State and City Taxes and Licenses... 10,079 32; Add Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip less Discount and Interest... 25,702 70—142,399 34

Net Earned Participating Premiums... $48,550

The Company have the following Assets, viz.: Bills for Premiums in course of collection... $61,694 19; Bills Receivable for Premiums... 27,237 80; Invested in Railroad Stocks... 32,311 60; Invested in Bank Stocks... 71,451 50; Invested in Scrips of Mutual Insurance Companies... 72,322 00; Loans on Pledge... 10,427 70; Loans on Mortgage... 15,587 48; Cash on hand... 29,056 96

$331,204 64

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.
H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this 19th day of December, 1865.
SAMUEL MAYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866; and have further declared a Scrip Dividend of Twenty-five Per Cent on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES.
J Lorber, J Lemore, D'que Bouligny, A H D'Mesa, John Gauche, Omer Gaillard, A Miltenberger, J A Stouse, T Avendano, A Bidault, A Marquez, Jas A. White, A Verbot DeGruy.

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864... $74,778

Premiums received during the year ending 31st December, 1865.

On Fire Risks... $195,126 21; On Marine Risks... 28,885 85; On River Risks... 67,688 41 — 301,641 73

Total Premiums... $376,414 73; Less Premiums unearned 31st Dec., 1865... $93,284 00; Return Premiums... 3,384 67 — 96,668 67

Net earned Premiums... $279,746 06

Losses:—On Fire Risks... $54,420 09; On Marine Risks... 20,624 85; On River Risks... 51,744 19 — $126,789 13

Taxes... 13,179 18; Reinsurances... 5,823 09; General Expenses, less interest account... 18,471 77; Interest on Scrips... 21,395 30 — 186,731 57

Net Profit... $93,014 49

The Company have the following assets: Bills receivable for Premiums... $48,506 88; Notes secured by Pledge and Mortgage... 113,848 28; Due for Premiums in course of collection... 73,076 71; Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds... 161,000 00; Scrips of sundry Mutual Insurance Companies... 102,000 00; Real Estate... 38,814 45; Cash on hands... 77,093 67 — $560,289 97

Less: Unclaimed Interest on Scrips... 6,813 39; Interest payable on outstanding Scrips... 21,156 80; Claims unsettled... 13,239 00 — 41,809 00

$518,380 97

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th day of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 9th day of January 1866.
F. CHAS CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due, on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

DIRECTORS.
A Reichard, J. M. Caballero, G. W. Sabrick, Wm. Mouvo, George Urquhart, Joseph Dermoret, J. A. White, Charles Lafitte, W. P. Vandenburg, J. P. Barretts, T. Bailly Blanchard Jr., Jules Tuyes.

Compagnie d'Assurance MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente.

Sur les risques d'incendie... $958,184 00; Sur les risques de rivière... 471,183 05; Sur les risques de mer... 347,292 22

Total des primes... $1,784,564 22

En moins: Primes non expirées le 31 mai 1866... $[illegible]; Primes remboursées... [illegible]

Montant net des primes du 31 mai 1866... $1,610,926 00

Pertes payées pendant l'année: Sur les risques d'incendie... $[illegible]; Sur les risques de rivière... 393,520 58; Sur les risques de mer... 331,322 84

Taxes... Réassurances, Profits et Pertes... 175,893 98; Remboursés... 70,200 76

$1,089,163 66

Intérêts moins dépenses... $[illegible]

Montant net des primes au 31 mai 1866... $1,516,669 44; Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé en 1866... 527,935 00

Montant des primes participant aux profits... 990,134 84

L'actif de la Compagnie est comme suit: En caisse... $96,158 97; Propriétés foncières... 147,891 20; Billets garantis par hypothèques... 546,315 71; Billets garantis par nantissements... 54,887 15; Actions de Banques... 170,780 00; Actions de Chemins de Fer... 82,495 00; Primes en voie de perception... 118,321 63; Effets à recevoir... 1,160 00; Scrips d'autres Compagnies mutuelles... 45,730 00; Bons de l'Etat de la Louisiane... 1,490 00; Actions du Dry Dock Vallette... 4,375 00; Actions de la Compagnie du Gaz... 5,400 00; Bons de la ville... 19,050 00

$1,604,062 35

En moins: Intérêts dus et non réclamés... $31,374 66; Intérêts à payer en juillet... 54,169 38

$85,547 44

Scrip de 1858 payable en juillet... 185,663 00; Primes non échues le 31 mai 1866... 231,315 00

$502,526 44

Actif net... $1,101,533 91

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans. Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Ce jourd'hui, le cinq juin 1866, pardevant moi juge de paix dans et pour la dite paroisse sont présentés, John Pemberton, président, et Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.
P. FOURCHY, Secrétaire.

Juré et signé devant moi, ce — juin 1866.
PAUL W. COLLENS, Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le second lundi de juillet prochain, LA BALANCE DUE SUR L'ÉMISSION DE SCRIP DE L'ANNÉE 1858 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips émis par la Compagnie.

DIRECTEURS.
John Pemberton, Ed. Dupasseur, Pierre Fouts, David McCoard, Chs. Sagory, P. Maspero, S. Z. Relf, J. Morgan Ha[ll], J. J. Fernandes, L. F. Generes, M. Puig.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-MUTUELLE DU SUN.

DIXIÈME ETAT ANNUEL Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:

Sur les risques d'incendie... $190,683 73; Sur les risques de mer... 65,422 67; Sur les risques de rivières... 247,640 87 — $503,753 27

Risques non expirés le 31 décembre 1864... 39,700 00—542,872 27

A déduire: Risques non expirés le 31 décembre 1865... 65,343 00; Primes remboursées le 31 décembre 1865... 1,[illegible] 64—66,837 64

Montant net des primes le 31 décembre 1865... $476,134 63

Pertes payées dans le même période. Sur les risques d'incendie... $34,749 62; Sur les risques de mer... 17,[illegible]; Sur les risques de rivières... 96,[illegible]—176,345 43

A ajouter: Réassurances... 34,849 44; Escompte de quinze pour cent... 75,144 18; Dépenses, taxes, etc, escompte en moins, et intérêts... 31,152 14; Profits et pertes, etc... Perte sur l'actif... 131,955 06—440,455 34

Balance... $35,749 29

L'actif de la Compagnie est comme suit: Placés en bons de la ville et de l'Etat... $[illegible]; Placé en actions de Banques et du Gaz... 311,[illegible]; Prêts garantis... 112,[illegible]; Effets pour primes... 41,[illegible]; Primes dues et en voie de perception... 81,[illegible]; Scrip de compagnies d'assurance mutuelle... 14,[illegible]; Monnaie n'ayant pas cours... [illegible]; En caisse... [illegible]

Total de l'actif... $1,128,674 60

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans. Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866.
SAMUEL MYERS, Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.
John G. Gaines, M. T. Lonsdale, John C. Hicks, Sumpter Turner, E. J. Hart, B. Bis ro, J. H. Bussler, J. B. Rice, Henry Renshaw, Thos. A. James, Thomas Sloo, J. C. Burrill.

Carpetings, Curtains, Mattings, &c.

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Borders, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at reduced prices.
A. BROUSSEAU & CO., Importers, 19 Chartres street.

AUCTION SALES.

S. GUINAULT'S SALES.

Valuable Brick Buildings Situated in the Third District, and Summer Residences in the Town of Mandeville.

No. 26,692.—Second District Court of New Orleans. Louis Zimmer and als. vs. Eliza Zimmer, wife of Joseph W. Girard and als., for a partition.

By S. GUINAULT, Auctioneer. Office—Bienville street and Exchange Alley.

WILL be sold at auction on SATURDAY, August 11th, 1866, at 12 o'clock M., at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, on Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of a judgment rendered in this suit by the said Court, on the 18th of June, and signed on the 22d of the same month and year 1866, by virtue of an order of sale issued in the same suit, dated July 5th, 1866, rendered by the same Court, the following properties, to wit:

1. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the Third District of this city, in the square bounded by Moreau, Marigny, Casacalvo and Elysian Fields streets, designated by Numbers One and Two, measuring as follows, viz: Lot No. 1, 26 feet 7 inches and 5 lines front on Moreau street, by a depth of 127 feet 10 inches and 5 lines between parallel lines, and Lot No. 2, 26 feet 7 inches and 5 lines on said Moreau street, by 127 feet 2 inches and 5 lines in depth between parallel lines, as per plan drawn by Joseph Pilié, dated 19th February, 1857, and deposited in the office of F. Grima, as No. 38 in his book of plans; together with a two-story brick house No. 409, having five rooms on the ground floor, four in the upper story and verandah on the street. An other two-story brick building built on the street, the ground floor used as a store depot, and the upper part used by the workmen. Another two-story brick building in the yard, having a kitchen and a large open room for the fire wood on the ground floor, and three rooms above. Another brick building in the rear of the lot, used as a bakery, and containing three ovens, sheds, and flagged yards, water-works, etc., etc.

2. A CERTAIN PORTION OF GROUND, situated in the same district, in square bounded by Enghein, Casacalvo, Port and Greatman streets, being part of lot designated by No. One, as per plan dated 19th February, 1855, drawn by J. Pilie, and deposited in the office of F. Grima, notary public, by act of the 31st March, 1856; said portion of ground forming the corner of Casacalvo and Enghein streets, measuring 34 feet front on said Casacalvo street, by 80 feet in depth and fronting Enghein street; together with a two-story brick house No. 515, having two parlors with sliding doors, hall and landing on the ground floor, and three rooms above. A two-story brick building in the yard, of four rooms, paved yard, cistern, privy, etc., etc.

3. A CERTAIN PORTION OF GROUND, situated in the same District of this City, in square bounded by Casacalvo, Enghein, Port and Greatman streets, being part of lots designated by the Nos 1 and 2, on the above mentioned plan, said portion of ground measures 33 feet 4 inches front on Casacalvo street, by 80 feet in depth; together with a one-story brick house, No. 517, having four rooms, two brick closets, with cellars below, a two-story frame kitchen of four rooms, paved yard, cistern, &c. &c.

4. A CERTAIN PORTION OF GROUND, situated in the same district, in square bounded by Enghein, Casacalvo, Port and Greatman streets, said portion of ground makes part of the depth of the lots designated by the Nos. 1 and 2, on the above mentioned plan, drawn by J. Pilie, on the 19th February, 1855, said portion of ground measures 30 feet front on Enghein street, by 51 feet 7 inches 7 lines in depth, together with a one-story frame house, No. 75, having two rooms, a kitchen of two rooms, the whole slate-roofed, yard, partly paved, privy, &c. &c.

5. A LOT OF GROUND, situated in the same district of this city, in square bounded by Elysian Fields, Marigny, Moreau and Victory streets, designated by No. 1, on a plan drawn by J. Pilié, on the 20th March, 1844, measuring 30 feet front on Moreau street, by 107 feet 1 inch 4 lines in depth.

Together with a one-story brick house No. 403, having two rooms, a two-story brick kitchen of four rooms, a large brick stable, and another large wooden shed, well, yard, partly paved, privy, &c. &c.

6. A LOT OF GROUND situated in the same District of this city, in square bounded by Victory, Frenchmen, Moreau and Elysian Fields streets, designated by No. Six, as per plan made by J. Bringier, on the 17th July, 1844, annexed to an act passed before the late Carlile Pollock, notary public, on the 3d June, 1844, having, more or less, 26 feet 7 inches 6 lines front on Victory street, by a first depth towards Elysian Fields street of about 68 feet 11 inches, thence narrowing at right angle about 4 feet 2 inches and 2 lines, on a second depth of about 4 feet 1 inch, 172 feet on the opposite line, and about 44 feet 5 inches 4 lines in width on the rear line; together with a two-story brick house No. 371, having two rooms on the ground floor, two on the second story and attic above, two two-story kitchen, a brick and a frame one, having each two large rooms, sheds, water-works, paved yard, privy, &c.

7. A CERTAIN LOT OF GROUND situated in the same District of this city, in square bounded by Victory, Frenchmen, Moreau and Elysian Fields streets, designated by No. Seven on the above mentioned plan, and having, more or less, 19 feet 9 inches 7 lines front on Victory street, by a first depth towards Frenchmen street of about 68 feet 11 inches, thence opening at right angle about 4 feet 1 inches and 2 lines, on a second depth of about 41 feet 10 inches on the opposite line, and about 24 feet 8 inches and 1 line in width on the rear line; together with a two-story brick house No. 374, having two rooms on the ground floor, two in the second story and attic above, a two-story brick kitchen of four rooms, paved yard, water-works, privy, &c.

8. A LOT OF GROUND situated in the town of McDonoghville, in this parish, on the right bank of the Mississippi River, said lot being designated as No. 1 of square No. 12, as per plan drawn by J. Pilié, and deposited in the office of F. Grima, notary public. Said lot of ground forms the corner of Church and Aux streets, and measures 70 feet 11 inches 7 lines front on said Aux street, by 100 feet deep and front on Church street, and 66 feet 6 inches 11 lines on the rear line dividing it from lot No. 2 of said square; together with all the dependencies on said lot of ground.

9. THREE CERTAIN LOTS OF GROUND situated in the aforesaid town of McDonoghville, and forming part of the former property known as J. Maury's; said lots of ground are designated as Nos. 1, 2 and 3, of square No. 9, on the plan of M. Seguin, deposited in the office of G. R. Stringer, late notary public of this city.

Lot No. 1 measures 48 feet 8 inches front on Eliza street, by a depth of 100 feet, more or less, fronting to Louisa street.

Lot No. 2 measures 97 feet front on Eliza street and 60 feet front on Jefferson street, by a depth of 150 feet on one side and about 150 feet on the other side.

And lot No. 3 measures 50 feet front on Jefferson street, by a depth of 100 feet to 225 feet, the whole more or less, agreeably to the above described plan.

The improvements erected on said lots of ground belong to the lessee of the same said three lots.

Property Situated in Mandeville.

10. TWO LOTS OF GROUND lying and being situated in the town of Mandeville, Parish of St. Tammany, State of Louisiana, designated by Nos. 1 and 2, of square No. 34.

11. TWO LOTS OF GROUND situated, lying and being in the said town of Mandeville, being contiguous to each other, designated by Nos. 3 and 4, measuring each 50 feet front on Lake street, by 250 feet in depth. Together with the buildings and improvements thereon, consisting of one dwelling house and kitchen, etc.

12. ONE LOT OF GROUND situated in the said town of Mandeville, designated by No. 16, fronting on Gerard street, having about 90 feet more or less front by 250 feet in depth. Together with the buildings and improvements thereon, consisting of one dwelling house, kitchen and stables.

A plan which will be exhibited at the Exchange a few days before the day of the sale.

Terms—One-half cash in United States Treasury notes, and the balance payable in one and two years' credit, in notes of the purchaser, endorsed to the satisfaction of the said tutor, bearing interest from maturity, and eight per cent. per annum from date until maturity, and secured by special mortgage upon the property sold, and to be deposited into the rights and interests of minor children. The improvements to be kept insured and the policies transferred to said minors, until the full payment of said notes.

Acts of sale before E. Barnett, notary public, at the expense of the purchasers, as well as the United States Internal Revenue stamps to be affixed to the deeds of sale.

The taxes of 1866 and 1867 to be at the charge of purchasers.

jy10 19 26 aug2 11

Property on Carondelet Walk, in front of the Old Basin.

SUCCESSION OF WIDOW HONORE ALCIDON.

BY S. GUINAULT, Auctioneer. Office, corner Bienville street and Exchange Alley.

SATURDAY, 25th August 1866, at 12 o'clock, M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 13th July, 1866, the hereinafter described property, to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Second District of this city, in square bounded by Carondelet Walk, St. Peter, Marais and Villeré streets, measuring 32 feet 6 inches front on Carondelet Walk, by a depth on one side of 65 feet 4 inches and 3 lines, and on the other side of 92 feet 10 inches 7 lines, and 31 feet 11 inches 5 lines on the rear line; together with a two-story frame building, having two rooms on the ground floor, and an attic over the same, kitchen in the rear, above and below, a double kitchen, cistern, well, privy, etc.

Terms—Cash in U. S. currency.

Act of sale before O. De Armas, notary public, at purchaser's costs, together with the Revenue Stamps.

jy24 aug4 18 25

Succession of Adam Nuber and his Wife.

BY S. GUINAULT, Auctioneer. Office, corner Exchange Alley and Bienville streets.

ON SATURDAY, August 25, 1866, will be sold at 12 o'clock M., at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated July 18th, 1866, the following described property, to wit:

TWO CONTIGUOUS LOTS OF GROUND, situated in the Third District, in square bounded by Casacalvo, France, Moreau and Louisa streets, designated by Nos. 5 and 6, and measuring together 48 feet front on France street, by 115 feet in depth, for lot No. 5 and the said other lot of Joseph Chevallier, notary; said lots measuring each 24 feet front on France street, by 115 feet in depth, fronting on Casacalvo street; together with a frame house, No. 3 France street, of two rooms, a rear gallery and two closets, a double kitchen, with a shed covering the vacant space from the house to the kitchen, cistern, well, privy, sheds, etc.

THREE OTHER CONTIGUOUS LOTS OF ground adjoining the preceding and agreeably to the same plan, designated by Nos. 6, 7 and 8, and measuring each 25 feet 4 inches front on France street, by 115 feet deep. A plan of the above property will be exhibited at the Exchange a few days before the sale.

Terms—One-third cash, and the balance at 12 and 18 months' credit, in notes divided into coupons bearing interest at 8 per cent. from date, and 8 per cent. from maturity, the buildings to be secured against the risk of fire and the policy transferred to the vendors as security, and in case a lawyer should be employed to collect said notes or any one of them, the fees of that lawyer shall be fixed at 5 per cent. to be paid by the purchaser. The whole guaranteed by a mortgage on the property sold.

Acts of sale before A. Dreyfous, notary public.

jy24 aug2 9 16 25

Succession of Widow Maduo Fernandez.

Felix Fernandez vs. Antoine Molinari et als. for a partition.—No. 27,118.

BY S. GUINAULT, Auctioneer, Office, corner of Exchange Alley and Bienville st.

SATURDAY, 18th August, 1866, will be sold at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of a judgment rendered on the 29th June 1866, by the Honorable John W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans, and signed on the 6th of July, 1866, the following described property, to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Third District of this city, in square bounded by Goodchildren, Love, Union and Bagatelle streets, measuring, French measure, 30 feet 7 inches front on Goodchildren street, by 120 feet deep. Together with a frame house, No. 462, having four rooms and closet, kitchen of three rooms, the whole slate-roofed, shed, paved yard, two cisterns, privy, etc., etc.

TERMS—One-half cash, and the balance at a credit of one year, for notes secured by mortgage and bearing interest at the rate of six per cent. per annum from date until maturity; and in case of non-payment at maturity said notes to bear interest at 8 per cent. per annum from maturity till paid; the purchaser to keep the buildings insured against the risks of fire until final payment, of said notes, and shall transfer the policy of insurance in the names of the holders of said notes, and said notes to be divided in such a manner as to suit the convenience of the vendors.

Acts of sale before O. Drouet, Notary Public, at the expense of the purchaser, as well as the U. S. Internal Revenue Stamps. The taxes of 1866, due in 1867, to be paid by the purchaser.

jy18 27 aug4 11 18

Succession of Léon Laugrain.

BY S. GUINAULT, Auctioneer. Office, corner of Exchange Alley and Bienville street.

FRIDAY, 17th August, 1866, at 10 o'clock A. M., will be sold at his auction room, at the corner of Bienville street and Exchange Alley, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 27th July, 1866—

ONE BOOK CASE, containing a quantity of Law Books and others.

ONE LOT OF OFFICE FURNITURE, CHAIRS, DESKS, &c., &c.

Terms—Cash. aug4 11 17

PRIVATE DISEASES.

MR. E. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has returned from France, and can be consulted, daily, at his Drug Store, corner Conti and Burgundy streets, where he attends, as heretofore, to the treatment of Chronic, Private and Cutaneous Diseases. The most dangerous cases of Syphilis Ulcers, Sores, Eczema, Eruptions, Pimples, Itching, Rosy Drops, Speckles, Chronic Gonorrhoea, Gleets, Costings, Chlorosis, the Whites, and all diseases of the Genito Urinary organs, of both sexes, are most successfully treated. Consultation hours, from 9 o'clock, A. M., to 3 P. M.

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhoea and Gleet. For sale by E. GAUDOZ, corner Conti and Burgundy sts.

Dr. J. A. Cantrelle

RESUMES actively the practice of his profession.

Residence—Congress street, No. 38, between Chartres (formerly Moreau) and Royal (formerly Casacalvo.) jy27 1m

Landing ex Ship Harrisburg, from Bordeaux.

50 CASKS ordinary CLARET; 30 do old CLARET, Cha. Beaureoh brand; 20 cases, 12 bottles each, WHITE WINE, Latour Blanche brand; 25 cases, 24 half bottles each, WHITE WINE, Latour Blanche brand; 5 cases, 12 bottles each, extra WHITE WINE, Cha. Blanche brand. For sale by J. N. CURIEN, No. 20 Toulouse street. jy18 tf

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST

No. 136 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English. aug3 1f

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify that on the 28th day of June, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 21,335—Isabella L. Matthews vs. William W. Matthews, her husband.—This case was submitted for adjudication the law and the evidence being in favor of plaintiff it is ordered, adjudged and decreed that the plaintiff, Mrs. Isabella L. Matthews, have judgment against the defendant, William W. Matthews, for the sum of Forty-nine Thousand One Hundred and Two dollars and seventy-six cents in money, with legal interest from judicial demand, that plaintiff recover also from the defendant three United States Treasury bonds, commonly known as ten-forty's, (10-40's), mentioned in the petition, viz: Nos 39,372, 39,374 and 39,375, for one thousand dollars each, in the act of which she has an interest of five hundred and fifty dollars; that she recover also all the furniture, silver and china-ware, and jewelry mentioned and detailed in the list made part of her petition. And, it is further ordered, that a tacit mortgage be and the same is hereby recognized in her favor, on all the property liable to a mortgage belonging to her said husband, to secure her the payment of two aforesaid sums of money received by him, for which judgment is hereby rendered with legal interest and all costs of suit. And, it is further ordered, adjudged and decreed that the community heretofore existing between said parties be and the same is hereby dissolved.

Signed June 28th, 1866.
(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 28th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.
jy17 3t in 30d

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, on the 28th day of June, 1866, Judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit in the words and figures following to-wit:—No. 21,2[illegible]—Eveline Schmidt, wife of J. M. Broadwell, vs. her Husband. This case having been submitted to the court on the pleadings and evidence, and the court considering the law and evidence are in favor of plaintiff; it is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff, Mrs. Eveline Schmidt, wife of M. Broadwell; and against J. M. Broadwell, her husband, dissolving the community of property heretofore existing between them, and that the said plaintiff be decreed to be the owner of the property described in her petition and in the acts on file, and that she have the administration thereof; and it is further ordered and decreed that the plaintiff receive of the defendant the sum of fifteen hundred dollars, with legal interest from the 21st February, 1852, and the further sum of Two Thousand dollars, with legal interest from the 28th November, 1857, with mortgage therefor from the said dates respectively as allowed by law to married women, defendant to pay all costs.

Signed July 5th, 1866.
(Signed) E. T. FELLOWS, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this Tenth day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six and the Ninety-first year of the Independence of the United States.

jy20 3t in 30d J. O. CHALON, Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these Presents shall come—Greeting:

Whereas Felicia Lambert having purchased at a sale made by the Sheriff of the Parish of Orleans the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 28th day of June, A. D., 1866, for a Monition or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An Act for the further assurance of titles to purchasers at judicial sales;" approved the tenth day of March, 1834.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein, are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Fourth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause, within thirty days from the day this Monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid, on the ninth day of June, A. D. 1866, by virtue of a decree of this Court, rendered on the nineteenth day of March, A. D., 1865, in a suit entitled Felicia Lambert vs. Anita L. Redman, No. 18,111 of the Docket of this Court, at which sale the said Felicia Lambert became the purchaser for the price of $2,550.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges or servitudes thereto attached or in anywise appertaining, situated in the First District of this city, in the square bounded by Notre Dame, Julia, Magazine and Tchoupitoulas streets, measuring (said lot), twenty seven feet seven inches and four lines front on Notre Dame street, by a depth of fifty-two feet two inches and three lines on the side towards Tchoupitoulas street, with a width in the rear of twenty-seven feet eleven inches. The whole according to a plan drawn by L. H. Pilié, Surveyor, on the 27th November, 1854, for the benefit of the minor, Patrick Brady Herman, being the same property acquired by defendant by purchase from Jas. W. Fuller, as per act passed before Octave de Armas, Notary Public in this city, dated March 25th, 1862.

Witness the Hon. Paul E. Théard, Judge of said Court, at New Orleans, this 26th day of July, A. D. 1866.

JOHN M. COONEY, Deputy Clerk.
jy20 aug1 13 20

THE STATE OF LOUISIANA FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 6th day of August 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:

No. 17,670—Margaret Dunn, wife of Bertrand Dufour vs. her Husband—By consent of parties, this case was this day taken up and submitted to the Court for adjudication on the evidence on file, when the Court considering the law, evidence and pleadings to be in favor of plaintiff: It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff decreeing a separation of property between them, that she be authorized and empowered to take charge and administer her property separately from her husband, that there be judgment against her husband in the sum of one thousand and two hundred and eighty-seven dollars with legal interest from judicial demand until paid, and with the privileges granted by law for dotal rights.

Judgment signed 6th August, 1866.
(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of August, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninety-first year of the Independence of the United States.

(Signed) JOHN M. COONEY, Deputy Clerk.
aug10 4t

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 88 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865: On Fire Risks... On Marine Risks... On River Risks... 247,640 87

Unterminated Risks, December 31, 1864... 39,700—542,872 27

Unterminated Risks, December 31, 1865... 65,343 00; Returned Premiums Dec. 31, 1865... 1,[illegible] 64—66,847 64

Net Earned Premiums December 31, 1865... $476,134 63

Losses paid during the same period, viz.: On Fire Risks... $34,749 62; On Marine Risks... 45,[illegible]; On River Risks... 96,[illegible] — $176,345 43

Add Reinsurance... 34,849 44; Fifteen per cent. Return Premium... 75,144 18; Expenses, Taxes, and Interest, less Discount... 31,152 11; Profit and Loss, etc., Loss on Assets... 131,955 06—449,455 34

Balance... $35,749

The Company have the following assets, viz.: Invested in City and State Bonds... $[illegible]; Invested in Bank and Gas Stocks... 311,[illegible]; Loans on Pledge... 112,[illegible]; Bills receivable for Premiums... 41,[illegible]; Premiums Due in course of Collection... 81,[illegible]; Scrip of Mutual Insurance Companies... 14,[illegible]; Uncurrent Funds... 9,[illegible]; Cash in Bank... 188,465 97

Total amount of assets... $1,128,674 60

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this seventeenth day of January, 1866.
SAMUEL MYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice President.
JAMES EDWARDS, Secretary.

DIRECTORS.
Jno. G. Gaines, M. T. Lonsdale, Jno. C. Hicks, Sumpter Turner, E. J. Hart, B. Bis ro, J. H. Bussler, J. B. Rice, Henry Renshaw, Thos. A. James, Thos. Sloo, J. C. Burrill.

Louisiana Mutual Insurance Co.

CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement: Total premiums for the year ending 28th February, 1866... $970,549 64

Viz—Fire Premiums... $388,483 41; Marine do... 186,702 71; River do... 395,351 45

Less Return Premiums... $3,806 05; Less Unterminated Premiums... 51,690 00 — $55,496

Net earned Premiums... $846,081 61

Losses paid, viz—Fire Losses... $246,345 61; Marine Losses... 131,386 92; River Losses... 315,199 82 — $412,905 39

Reinsurance... 58,229 54; General Expenses, Taxes, Interest and Profit and Loss... 140,913 13 — 604,048 75

Net Profits... $244,015 86

The Company have the following Assets, viz—Invested in Real Estate... $37,463 60; Invested in Mortgages on Real Estate... 56,353 50; Invested in City and other Bonds... 101,380 00; Invested in Bank Stocks... 189,199 00; Invested in Scrip of Insurance Companies... 112,494 0; Loaned on Pledges... 15,450 00; Bills Receivable... 55,304 51; Premiums in course of collection... 157,981 16; Cash on hand... 204,149 21

$977,335 06

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 20th day of March, 1866.
EDMOND MEUNIER, Third Justice of the Peace, for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip dividend of thirty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 2d day of July next.

The Scrip Certificates issued for the year 1860 will be redeemed, also 6 per cent. interest on all outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President.
A. CARRIERE, Vice-President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.
Charles Briggs, Archibald Montgomery, Ant. Carriere, Henry J. Vose, George A. Fosdick, Jas. Jackson, Mason Pilcher, E. Marquez, S. Brugier, Alfred Dolhonde, E. Cramer, Charles Weishaar, Charles Lafitte, A. Lecourt, John S. Maunsell, Frank Williams, P. Anderson, Thomas Byrne, Alfred Kearny, John Thornhill, A. B. Montgomery, W. A. Violett, A. Frerichs, D. Piaggio, A. P. Nobloom, Hugh McDonald, George W. Dunbar, Harlow J. Phelps, E. F. Stockmeyer, Wm. M. Pinckard, Geo. W. Hynson, Henry H. Bryan, S. L. Wooldridge.

New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad. NEW ORLEANS, June 15th, 1866.

PASSENGER trains leave the Depot in Algiers every morning at 6 o'clock, arriving at Brashear City at 12 M.

Returning, leaves Brashear City at 1 P. M., and arrive at Algiers at 7 P. M.

A ferry boat will leave the City wharf, near the foot of Canal street, every morning at 5½ o'clock, connecting with the passenger trains.

Excursion tickets, good only for the day on which they are issued, will be furnished at reduced rates.

First class steamers running to New Iberia, and all intermediate landings on the Teche, make daily connections with the trains at Brashear City.

Freight received at the Company's city landing, near the foot of Canal street, every day, Sundays excepted, for all Stations on the Road and for all points on the Teche to New Iberia.

G. W. R. BAYLEY, Chief Eng'r and Gen'l Superintend't. je16 tf

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition, can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary and Treas.
I. N. MARKS, President.
C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.
my16 ScheSun-tf

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

Handsome Lot on Urquhart street, between Spain street and Washington Avenue. SUCCESSION OF MICHAEL JAMES BROWN—No. [illegible]

BY G. DE FERIET, Auctioneer. Office, No. 62 Royal street.

TUESDAY, August 21st, 1866, at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated July 16th, 1866, the following described property to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Third District of this city, designated by the lot No. 1, of square No. 106, bounded by Washington Avenue, Urquhart, Spain and Morales streets; said lot measures 26 feet 7 inches and 6 lines front on Urquhart street, by 100 feet 11 inches in depth, between parallel lines; together with the buildings and improvements thereon, consisting of a one-story frame house, having two large rooms, with fire places, also a one story frame kitchen adjoining the house, containing two rooms (one with fire place) two cisterns, a well, chicken house, privy, &c., &c.

Terms—One-half cash, and the balance on a credit of six and twelve months, in notes of the purchaser, secured by special mortgage on the property sold, and bearing eight per cent. interest from the day of sale until final payment. The buildings to be kept insured and the policy transferred to vendor.

Act of sale (including U. S. Internal Revenue stamps,) before Wm. Shannon, notary public, at purchaser's expense. jy31 27 a3 10 17 21

Succession of A. F. Avegno—No. 18,913.—Valuable Building Lots in the Second District of this City and fronting on Toulouse, Burgundy and St. Peter streets.

BY G. de FERIET, Auctioneer. Office, No. 62 Royal street.

SATURDAY, September 8th, 1866, at noon, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated the 2d June, 1866, the following described property belonging to said succession, viz:

1. FOUR LOTS OF GROUND, in the Second District of this City, in the square bounded by Toulouse, Dauphin, St. Peter and Burgundy streets, designated by the Nos. 7, 8, and [illegible]

Lot No. 7 measures 32 feet 8 inches and 3 lines front on St. Peter street, by 103 feet 10 inches and 6 lines in depth.

Lot No. 8, adjoining lot No. 7, measures 42 feet 1 inch and 2 lines front on St. Peter street, by 123 feet 2 inches in depth.

Lots Nos. 9 and 10 adjoin each other, and measure each 32 feet 5 inches and 4 lines on Burgundy street, by 95 feet 11 inches in depth.

2. A VACANT LOT OF GROUND, situated in the Third District of this city, designated by the number six, in the square number twenty-one, bounded by Rousselin, Dauphine, of Abadie and Aubry streets, having thirty one feet seven inches front on Rousselin street, by one hundred and four feet 11 inches and four lines in depth, according to a plan made by J. A. Pueyo, on the 24 of May, 1844.

Terms—One-third cash, and the balance on a credit of one and two years, in notes of the purchaser, secured by special mortgage, and bearing six per cent. interest per annum from date to maturity, and eight per cent. thereafter until final payment; the said notes to be divided in coupons to suit the vendor.

Act of sale, including U. S. Internal Revenue Stamps, before Charles Stringer, Notary Public, at purchaser's expense. aug4 18 25 sept 8

J. B. CROZAT'S SALES.

Succession of Reine Chaib, Wife of Jacob Muller, No. 27,103.

BY J. B. CROZAT, Auctioneer. Office, corner Exchange Alley and Conti street.

WILL be sold on THURSDAY, August 23d, 1866, at 12 o'clock, M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable E. Abell, acting Judge of the Second District Court of New Orleans, dated July 12th, 1866, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND situated in Faubourg Tremé, Second District of this city, in square bounded by Prieur, Dumaine, Johnson and St. Philip streets, designated by the No. 15, on a plan made by E. Surgi, on the 27th October, 1847, and deposited in the office of A. Doratel, notary public in this city; said lot having, American measure, 31 feet 11 inches and 3 lines front on Johnson street, 131 feet 5 inches and 4 lines in depth on the left side, 120 feet 3 inches and 4 lines in depth on the right side, and 31 feet 1 inches on the rear line.

Terms and Conditions—Two hundred dollars at one year, for note secured by mortgage and bearing interest at the rate of six per cent. per annum from date and eight per cent. after maturity, and the balance cash, in United States Treasury notes.

Act of sale before A. E. Bienvenu, notary public, at the expense of the purchaser, comprising the stamp of the Internal Revenue. jy26 27 31 aug8 14 15 19 21 23

ALF. BOULIGNY'S SALES.

Succession of Mrs. Cephise Pineros, Widow of Louis Labranche—No. 183.

BY ALFRED BOULIGNY, Auctioneer. Office, No. 20 Carondelet street.

WILL be sold at public auction SATURDAY, the 18th August, 1866, at 10 o'clock A. M., at No. 67 Royal street, by virtue and in pursuance of an order of the Honorable Fourth Judicial District Court for the parish of St. Charles, dated the 1st of June 1866, No. 483 of the docket of said Court, the following described movable effects belonging to the succession of Mrs. Cephise Pineros, widow of Louis Labranche:

1. One lot of WEARING APPAREL LINEN SHEETS, NAPKINS, etc.
2. One lot of PLATED WARE.
3. One lot of BOOKS.
4. One CLOCK.
5. One lot of GLASS WARE.
6. One lot of CHINA WARE.
7. One GOLD WATCH and CHAIN.

Terms—cash in U. S. Treasury notes. aug4 11 18

CONSTABLE'S SALES.

J. D'Alvarado, Agent of J. Cazaux, vs. H. Martin.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—No. 343.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, at the store situated on Bienville, between Royal and Bourbon streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 14th day of August, 1866, at 12 M., A LOT OF FURNITURE.

Seized in the above suit.
Terms—Cash.
ARTHUR LANGE, Constable. aug4 14

Sylvain Barthet vs Mr Clary.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—No. 349.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, at the stable situated at Metairie Road near Bienville street, on TUESDAY, the 14th day of August, 1866, at 5 o'clock P. M., THREE MILCH COWS.

Seized in the above suit.
Terms—Cash.
ARTHUR LANGE, Constable. aug4 14

M. T. Lutz vs Mr and Mrs. Boby.

SIXTH JUSTICE OF THE PEACE. No. 3,600.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. Thomas S. Collens, Sixth Justice of the Peace in and for the parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, on MONDAY the 13th day of August, 1866, at 5 o'clock, P. M., at the corner of Third and Apollo streets—A LOT OF COAL AND WOOD, seized in the above entitled suit. Terms—Cash.
DANIEL WILSON, Constable. aug 1, 8, 13

MARSHAL'S SALES.

John R. Dolman vs. Moses M. Wetmore.

IN THE UNITED STATES CIRCUIT COURT for the Ninth Circuit and Eastern District of Louisiana.—No. 640.—By virtue of a writ of fieri facias issued and to me directed by the said Court, I have seized and will expose at public sale, at the entrance of the Customhouse, in the City of New Orleans, between Canal and Customhouse streets, on MONDAY the 13th day of August, 1866, at 12 o'clock, M., the following property, belonging to said defendant, to wit: The Steamboat GOLDEN ERA, her Tackle, Apparel and Furniture, now lying at the wharf, above the Jackson Ferry Landing.

Seized in the above suit, and will be sold.

Terms of Sale—To be cash, and for the amount of the above named writ, with interest and costs, to be satisfied for whatever else may be due.

United States Marshal's Office, New Orleans, 3d day of August, 1866. CUTHBERT BULLITT, United States Marshal. aug 3, 6, 9, 13.

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 24, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums... $392,181 71; Marine... 188,[illegible]; River... 356,[illegible]—$1,047,200 45

Amount of Earned Premiums... Losses paid and estimated: Fire Losses... $ 24,494 [illegible]; Marine... 79,646 [illegible]; River... 249,243 30; Paid discount in lieu of scrip... 79,764 57; Paid Taxes... 5,182 [illegible]; Paid reinsurance... 61,397 21; Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps less Discount, &c... 149,166 60 — 673,739 21

Net Profits... $457,751 21

Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend... $404,711 00

The Company have the following Assets: Notes secured by mortgages... $80,445 80; Loans on pledge of stocks... 39,404 49; Bills Receivable... 51,131 51; Real Estate... [illegible]; Invested in Consolidated and City Bonds... 70,000 00; Invested in Bank Stocks... 91,300 00; Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account... 33,259 20; Vallette Dry Dock Company... 1,875 00; Due for Premiums in course of collection... 103,600 19; Cash on hand... 257,459 52

$547,189 91

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1866.
O. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

TRUSTEES.
Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. T. Buddecke, James J. Hanna, Sam'l B. Newman, A. Dutbill, P. H. Foley, Wm. Edwards, J. Norman Jackson, A. G. Ober, A. Thomson, A. B. Reading. my24 3td

MADAM LA BLANCH,

THE GREATEST CLAIRVOYANT AND SEERESS IN THE WORLD. Can be Consulted at her Residence, No. 102 Bienville Street.

IN fact, is, beyond all cavil, the only Natural Clairvoyant and Spirit Visionist that has ever existed in the memory of man. No one should neglect to test Mme. La Blanch's powers, which are an inexplicable wonder, and worthy of the candid and unbiased investigation of every individual. Her medical examinations, and the rapid cures which unerringly follow, are in the city matters of record; and they are also the happy cause of relieving many, when our highest medical professors were despairing.

MADAME LA BLANCH, as a graduated student in the several branches of Anatomy, Obstetrics, and all the various diseases peculiar to Women and Children, and therefore her Clairvoyant powers, joined to her medical abilities form a safe guide for the afflicted. Remember Mme La Blanch is the only natural and true Clairvoyant, Spiritual Medium, and Female Physician known at the present time.

N. B.—The poor will be given medical advice gratuitously.

Consultations given in French and English. Terms for ladies and gentlemen moderate, to suit the times.

Madame can be consulted daily between the hours of 8 A. M., and 8 P. M.

Remember, Office and Reception Rooms, 102 Bienville street, between Bourbon and Dauphin streets, two squares below Canal street, New Orleans. je12 3taw

NOTICE.

Bank of Louisiana. New Orleans, 21st June, 1866.

IN consequence of an arrangement made with the Bank of America, for the occupation of a part of this Banking-House, all persons having Bank Boxes or Special Deposits of any kind in its vaults, are requested to withdraw them immediately, otherwise it will be necessary to have them removed to the vaults of the Branch of the United States mint at the risk of the owners.

JNO. F. IRVINE, Cashier. je23 tf

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 60 Canal street, near Old Levee street.
GEO. W. SQUIRES, Secretary.

EXEMPTIONS OR REIMBURSEMENTS For Taxes of 1861, 1862, 1863 and 1864.

PERSONS entitled to either or both under the late "Relief Law," will have their cases attended to promptly by calling on OCTAVE MOREL, Attorney and Counsellor at Law, No. 11, Exchange Alley. y3 1m

JUDICIAL SALES.

J. B. Piaggio vs J. Viosca, Jr.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 21,802.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at Public Auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Fourteenth day of August, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

The undivided one half interest of defendant in TWO LOTS OF GROUND in the Second District of this city, in the square bounded by Peters (late New Levee), Clay, Bienville and Conti streets, designated by the Nos. five and six on a plan made by Louis H. Pilié, City Surveyor, dated 30th of April, 1859, and deposited in the office of Chas. Edward Fortier, late a notary public in this city, as plan No. 44, of book of plans No. one; said lots measuring each twenty-two feet two inches and two lines front on each of Peters (late New Levee) and Clay streets, by a depth of one hundred and nineteen feet eleven inches and six lines, between parallel lines. Being the same property acquired by defendant by purchase from the city of New Orleans by act passed before said notary Fortier, on the 11th June, 1859.

Seized in the above suit.
Terms—Cash on the spot.
HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.
jy13 21 28 aug4 14

Mrs. Widow de St. Romes, vs. Mrs. Widow Fanny Blanc & als, (fifa against P. E. Wiltz and J. V. Catalogue.)

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 19,471.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Twenty-eighth day of August, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. TWELVE LOTS OF GROUND situated in the Montreuil District, Faubourg Washington, Third District, in this city, designated by the Nos. 1 to 12 inclusive, in the square bounded by Desiree, Piety, Girod and St. John the Baptiste streets, according to the private plan drawn by J. A. Pueyo, late Surveyor, dated 24th September, 1844, and deposited in the office of C. V. Foulon, notary public, in this city, according to said plan; said lots of ground measure, in English measure, each, 28 feet 5 inches front on said Desiree street, the same measurement on the rear line, by a depth of 120 feet 5 inches on both sides, between parallel lines. Lot No. 1 forming the corner of Desiree and Girod streets, and lot No. 12 forming the corner of Desiree and St. John the Baptiste streets.

2. FOUR LOTS OF GROUND contiguous to each other, situated in the Faubourg St. John, a short distance from the Bayou St. John, in the former First Municipality, now Second District of this city, designated as lots No. One and Two, on a plan drawn on the 25th November, 1851, by Adolphe Knell, architect, &c., and deposited in the office of Joseph Lisbony, late a notary public in this city, according to which plan said lots of ground measure, in American measure, as follows: Lot No. 1 forming the corner of Washington and Second streets measures 31 feet front on Washington street, by 127 feet 6 inches and 4 lines in depth and front on Second street, and the same depth on the other line separating it from lot No. 2, hereinafter described and 31 feet on the rear line, and lot No. 2 measures also 31 feet front on Washington street, the same measure on the rear line, and 127 feet 10 inches and 5 lines in depth on both sides.

Seized in the above suit.
Terms—Cash on the spot.
HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.
jy27 aug4 13 21 28

Citizens' Bank of Louisiana vs. Pierre Jean Aroun.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 27,3[illegible].—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY the eighth day of September 1866, at 12 o'clock, M., the following described property viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in the suburb Washington, in the Third District of this city, in the square bounded by Levee, Louisa, Moreau and Congress streets, designated as lots Nos. One and Two, on a plan drawn by J. A. Pueyo, late surveyor, on the 16th of March 1846 said lots measuring in American measure, as follows:

LOT NO. ONE forty feet two inches and one line on the Levee road, by [illegible] feet in depth [illegible] thirty feet on the rear line [illegible] hundred and thirty [illegible] feet seven inches and two lines and a half in depth on the upper line and one hundred and thirty feet seven inches and one-fourth of a line in depth on the lower line.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

LOT NO. TWO adjoining the preceding [illegible] feet [illegible] feet [illegible] inches front on the Levee road, [illegible] thirty feet [illegible] feet [illegible] on the upper line and [illegible] feet six inches and three-fourths on the lower line.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements on said two lots of ground, and all the rights to the Batture in front of said property.

Being the same property acquired by the defendant by purchase from Joseph Marie [illegible] passed before Ad. Mazureau, notary public in this city, on the [illegible] day of April 1856.

Seized in the above suit.

Terms: The purchaser to [illegible] Bank of Louisiana [illegible] the amount of six hundred and seventy-two dollars [illegible] payable respectively at the [illegible] December [illegible] of renewable according to the provisions of the charter of said Bank, [illegible] stipulations and responsibilities of a Stockholder [illegible] Citizens Bank and the stock notes so [illegible] identified with the act of mortgage passed by Pierre Pautiquet [illegible] to the balance [illegible] cash.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.
aug7 16 21 sept 8

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year.

On Fire Risks... $958,184 00; On River Risks... 471,183 05; On Marine Risks... 347,292 22

Total premiums... $1,784,564 22

Less premiums unearned 31st May, 1866... $[illegible]

Return premiums... [illegible] — $1,[illegible]

Net earned premiums 31st May, 1866... $1,510,669 44

Losses paid during the year: On Fire Risks... $[illegible]; On River Risks... 393,520 58; On Marine Risks... 331,322 84

Total losses... $[illegible]; Taxes... [illegible]; Reinsurance and profit less... 175,893 98; Interest and 15 per cent returns... 70,200 76 — 1,089,163 66

Add Interest, less expenses... $[illegible]

Net Profit... $[illegible]

Net earned premiums 31st May, 1866... $1,516,669 44

Less amount on which ten per cent. have been returned... 527,935 00

Amount participating in profits... $990,134 84

The Company have the following assets: Cash on hand... $96,158 97; Real Estate... 147,891 20; City bonds... 19,050 00; Bank Stocks... 170,780 00; Gas Light Stock... 5,400 00; Notes secured by mortgage... 546,315 71; Notes secured by pledge... 54,887 15; Bank Stocks... [illegible]; Bills receivable... 1,160 00; Premiums in course of collection... 118,321 63; Scrip of Mutual Companies... 45,730 00; Louisiana State Bonds... 1,490 00; Rail Road Stocks... 82,495 00; Stock Vallette Dry Dock Company... 4,375 00

$1,604,062 35

Less—Unclaimed interest due on scrips... $31,378 06; Interest payable in July next on all outstanding scrips... 54,169 38—85,547 44

Scrip of 1858 redeemable in July next... 185,663 00

Unearned premiums on 31st May, 1866... 231,315 00—502,525 44

Net assets... $1,101,562 91

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me the undersigned Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of forty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay in cash after the second Monday in July next the balance due on Scrip issue of 1858, and six per cent interest in currency on all outstanding scrip of the Company.

DIRECTORS.
Ed Dupasseur, John Pemberton, David McCoard, P. Maspero, Pierre Fouts, S. Z. Relf, L. F. Generes, M. Puig, J. J. Fernandes, J. Morgan Hall, Chas. Sagory.

UNION INSURANCE COMP'Y OF NEW ORLEANS.

NINTH ANNUAL STATEMENT of the Union Insurance Company, published as required by law and their Charter.

Amount of premiums received during the year ending April 30th, 1866:

Premiums on Fire Risks... $122,397 94; River... 81,741 16; Marine... 58,[illegible]

Less Return Premiums... [illegible]

Unearned Premiums April 30th, 1866... 32,278 3[illegible]

Paid Losses during the year viz: Fire Losses... $23,615 79; River Losses... 24,209 [illegible]; Marine Losses... 35,411 [illegible]

Total Losses... $83,236 [illegible]; Reinsurance... 7,616 80; Expenses, Interest on Scrip and Profit, Loss account less Discount and Interest Account... 24,991 [illegible]; Taxes and Internal Revenue... 7,054 72; Fifteen per cent Returned... 38,924 87; Reserved for unterminated Risks... 38,647 [illegible] — 250,871 40

Nett Profits... $41,839 30

The Assets of the Company, are: Capital Stock Notes... $129,129 30; Loans secured by Mortgage... 6,786 66; Loans secured by Pledge... 37,859 12; Bills Receivable for Premiums... 36,339 37; Stocks, Bonds and other securities... 125,[illegible]; Cash... 81,724 43; Individual accounts for premiums... 29,976 87; Real Estate... 19,597 73

$458,390 31

The above statement is a correct transcript from the books of the Company.

A. CHIAPELLA, President.
J. M. CRAWFORD, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this Ninth day of May, 1866.
S. MAGNER, Notary Public.

The Board of Directors have declared a dividend to the Stockholders of Sixteen 65-100 dollars per share. Said dividend to be placed to the credit of unpaid Stock notes of the Company. They have further resolved to pay Six per cent. Interest on the outstanding certificates of Scrip, to the holders thereof, on and after Monday, 14th inst.

The Company continues to insure against the perils of the seas, rivers, and loss or damage by fire, at the current rates of premium, and return Twenty per cent cash to parties insuring.

—DIRECTORS—
J. H. Elmer, L. F. Generes, A. Chiapella, R. W. Ogden, F. Durrive, W. B. Schmidt, C. Kohn, J. J. Fernandes, J. A. Seignouret, A. Coulon, Jno. J. Adams, A. Brousseau, Victor Burthe, C. Blanchin, E. Salor. my10 ly

FRENCH RESTAURAT,

73........Chartres Street........73

KEPT BY PHILIPPE FORGET.

FURNISHED ROOMS, BOARDING, By the month and by the Week.

PLANTERS will always find rooms for their accommodation.

Repasts for weddings and other parties, &c., &c.

Mr. FORGET continues his old offices. aug4 tf

JACOB OTT, Carpenter

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cistern Made and Repaired.

Orders left at 26 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to. Nov 13

BACHELORS' HALL,

BAY ST. LOUIS,

KEPT BY J. H. KREBS.

THE undersigned informs his friends and the public in New Orleans that he has opened, at Bay St. Louis a BACHELORS' HALL for the accommodation of visitors. The establishment is opposite the Louisiana Wharf, and offers every desirable comfort on moderate terms.

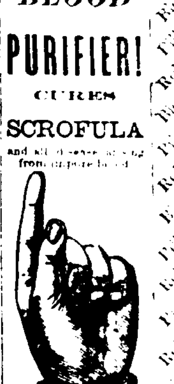
may19 tf J. H. KREBS.

ROBACK'S BITTERS

ROBACK'S STOMACH BITTERS! CURE DYSPEPSIA, and are the best Tonic in the world.

ROBACK'S BLOOD PILLS CURE SICK HEADACHE, Costiveness, and all diseases of the bowels.

ROBACK'S BLOOD PURIFIER! CURES SCROFULA and all diseases arising from impure blood.



Roback's Stomach Bitters Roback's Blood Pills Roback's

ARE SOLD BY ALL

Druggists and Dealers in Patent Medicines EVERYWHERE

PRINCE, WALTON & CO., (Successors to Dr. C. W. Roback,) SOLE PROPRIETORS, Nos. 56, 58, 60 & 62 East Third St, CINCINNATI, OHIO.

ANFOUX, Auctioneer,

HAVING removed to a larger store, is better adapted to his business at No. [illegible] Conti street [illegible]... Wednesdays and Fridays at [illegible] A. M. jy18 1m

BONNER, GOODE & DILLINGHAM, ATTORNEYS AT LAW, OFFICE—Corner Camp and Gravier, over Canal Bank.

GILLESPIE, J. W. & CO., COTTON FACTORS, AND General Commission Merchants. Sole Agents for the sale of the [illegible] NAVAL STORES. No. 30 Canal street.

Reynaud, Choppin & Duteil, COMMISSION AND FORWARDING MERCHANTS. Corner Main and Commerce Streets, HOUSTON, TEXAS. Lewis & Co's Building, Strand, near 22d st. GALVESTON, TEXAS. je26 tf

Dr. SABOURIN,

166 CUSTOMHOUSE STREET, Between Burgundy and Dauphin.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.) Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared as formerly to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, and all kinds of Plantation and Steamboat Work, and Every Description of Machinery Castings. jy14 3m LEEDS & CO.

E. RICHARD.

BILLIARD TABLE MANUFACTURER. 160.........St. Ann Street.........160 NEAR CORNER RAMPART.

BEING on the point of removing offers for sale at very moderate prices, a selection of SIX POCKET, FOUR POCKET and CAROM TABLES of modern style made of Rosewood, Oak and Walnut; Marble Slate Beds, furnished with KAVANAGH and DECKER'S CUSHIONS, the best now in use. Has a good stock of Cues, Balls, Cloths, Cue Leathers, Chalk, in short, everything in the billiard trade. Orders by mail carefully and promptly attended, by addressing E. RICHARD, B. x 2[illegible] P. O., New Orleans. ap26 ly

JOHN T. MONROE. THOS REDDINGTON

MONROE & REDDINGTON,

COTTON FACTORS —AND— GENERAL COMMISSION MERCHANTS, 63 Carondelet street, Corner of Perdido.

MESSRS MONROE & REDDINGTON are agents for the sale of the celebrated Woodworth Saw Mills; also for the Tredegar Iron Works, Richmond, Va. They are prepared at all times to furnish Railroad Iron, Spikes, Chairs and also Nails, Pressed Spikes, Spades and Shovels in any quantity and of the best quality, at lower rates than the same articles can be furnished by any other house in this city. my25 3m

MISCHE & CO.,

(Successor to Barrett & Huber.) WHOLESALE DEALERS IN WINES LIQUORS AND CORDIALS 71 POYDRAS STREET.

HAVE constantly on hand a very large assortment of Wines, Liquors and Cordials imported and imitation, which we recommend to Merchants and Dealers, at the very lowest prices. Country orders promptly attended to. feb6 6m

LOUIS & EDWARD JANIN, Attorneys & Counsellors at Law, WASHINGTON CITY, D. C.

WILL practice in the Supreme Court of the United States, the Court of Claims and of the District, before the Executive Departments and Committees of Congress. apl6 6m

OPENING OF THE GREAT MIDDLE ROUTE TO THE NORTH AND EAST. MEMPHIS AND LOUISVILLE RAILROAD LINE.

Comprising the Memphis and Ohio, Memphis, Clarksville and Louisville, and Louisville and Nashville Railroads.

The completion of this route opens a direct all rail line from Memphis to Louisville, passing through Humboldt, Clarksville and Bowling Green, and passing within seven miles of the celebrated Mammoth Cave.

COMMENCING AUGUST 1, 1866.

Trains will run through from Memphis to Louisville WITHOUT CHANGE OF CARS, making direct connection at Louisville via Cincinnati or Indianapolis, for principal Northern and Eastern cities.

This route is 180 MILES SHORTER from New Orleans to New York than via Cairo and Chicago.

In connection with the great saving in distance by this route, rates of freight have also been reduced from Memphis to Cincinnati and $[illegible] to Louisville being a deduction of $[illegible] from former rates. Corresponding reductions will be made from all points South.

Ask for tickets via Louisville.

J. F. BOYD, General Ticket Agent. jy20 1m

PONTCHARTRAIN RAILROAD.

SPRING AND SUMMER ARRANGEMENT.

ON and after SUNDAY, April 1st, 1866, the trains on this road will leave as follows: Departure of Cars.

FROM CITY END.		FROM LAKE END.	
4 o'clock A. M. horse car.		5½ o'clock A. M. st'm. train.	
6	st'm train.	7	
7½		8	
8½		9½	
9		10½	
10½		11½	
12 M.		2	
1½ P. M.		3 P. M.	
3		3½	
4		4½	
5		5½	
6		6½	
7		7½	
8		8½	
9		9½	
10		10	horse car.

Sunday Arrangement:

STEAM TRAIN from City every SUNDAY morning at 4 o'clock in lieu of the Horse Car.

An Extra Train will leave the City every Sunday at One o'clock P. M.

On and after MAY 6th, the Trains will leave either end of the Road on Sundays, at every HALF HOUR from 2 until 8 o'clock P. M.

Fare to and from the lake, same day, 25 cents. Passengers for Gentilly Station must notify the Conductor prior to the departure of the train. Fare 10c. each way.

GEORGE PANDELY, General Superintendent. my6 tf

A Conservative Republican View of the Late Riot.

The New York Times of the 1st inst has a long editorial on the late riot in this city. We quote the following:

The responsibility for these occurrences primarily attaches to the promoters of the movement in which they had their origin. That movement is unquestionably revolutionary. Its aim is to overturn the Constitution of the State by the exercise of unlawful power, with the avowed purpose of securing the control of State affairs in the hands of the Radicals. The Constitution framed by the Convention called by Gen. Banks in 1864 neither enfranchised the negroes nor disfranchised those who had sympathized with or participated in the rebellion. Extreme Radicals conceived the idea of reversing this condition of things. They expressed a determination to perpetuate their influence by giving votes to the blacks, and depriving of their votes the majority of white citizens. With this view, a call was irregularly issued for a reassembling of the delegates to the Convention of 1864, although with the preparation of the Constitution of that year their functions properly ceased and with the ratification of the Constitution by the people terminated all right and power to change its provisions, except in the manner it prescribes. The Convention which it was proposed to hold on Monday was, then, utterly destitute of legality. It was an attempt to usurp power by means unknown to the Constitution and irreconcilable with the law, and then there can be no doubt that the armed and organized negroes of New Orleans were relied upon to overcome the agencies which the Mayor of the city had declared his intention to employ to break up the Convention.

That the promoters of the movement were aware of its illegality is, fortunately, susceptible of proof. The New Orleans Tribune of July 24, quoted in the Tribune of this city yesterday, in its advocacy of the Convention, uses this language: "We admit this Convention to be illegal; but at the same time we must recognize that it has exercised a power de facto, and that it is better to this exercise a similar power." It adds this remarkable confession: "This Constitution is an extraneous power, which does not emanate from the whole people and the proceedings of the delegates are hurled in advance in the inauguration of a political revolution—a revolution more deep and more important than any of the reforms already attempted or partially realized."

There are reasons, moreover, for believing that the illegal movement—this plan of inaugurating a political revolution—the exercise of unlawful power by a minority to overcome the majority of the people—was not only known to, but enjoyed the approval of the leading Radicals in Congress. Upon this point we may reproduce some remarks of Mr. Boutwell at the late caucus in Washington, as reported in the Times of the 19th ult.

"Mr. Boutwell, of Massachusetts, said he thought it very desirable that Congress should continue in session for other reasons than those which had been suggested. He would mention one. A distinguished gentleman from the South was in town, from whom he had learned that the Louisiana Convention would meet on the [illegible] for the revision of the State Constitution and that amendments would be adopted disfranchising the rebel and enfranchising the loyal inhabitants without distinction of color. If Congress should be in session when this Constitution should be adopted, it could, in accordance with the precedent established in the Rhode Island case, accept it, and thus give it validity as the Constitution of the State. In the Rhode Island case the Supreme Court decided that it was for Congress to decide which was the Constitutional Government of any State in which doubts existed. If Congress should not be in session a long time must elapse before action could be taken, the new Government of the State might fail to get a foothold, and the country would experience a very serious calamity."

Here we have conclusive evidence that the Radicals in Congress were cognizant of the entire proceeding. They could not have been ignorant of the illegality of the Convention, or of the revolutionary purpose it was designed to promote. As their part of the programme, they desired that Congress should remain in Session with the view of sustaining the combination of radicals and negroes in Louisiana, and consummating the revolution to be inaugurated by this unlawful Convention. The good sense of the majority in Congress frustrated the feature of the scheme, and the terrible scenes now reported have overturned other features. In the connection between the Radicals in Congress and the negro-inciting revolutionists in New Orleans does not admit of dispute. To them, jointly, belongs the responsibility of the loss of life that has occurred, and of the dread harvest of strife which cannot fail to follow the seed so broadly scattered on Monday last. The poor negro is a catspaw in their hands, to be sacrificed if need be in furtherance of the effort to entrench themselves in power. What we see now in New Orleans would be seen elsewhere could they have their way.

Connection of the Radical Directory at Washington with the Revolutionary Attempt in New Orleans.

[Washington Correspondence of the New York Herald, August 1.]

During the late session of Congress, when the radicals began to develop the bitterness of their hostility to the President and his policy, efforts were made to get control of all the Southern State governments. Among the rest Louisiana was sought to be brought under radical influences, and telegrams passed thickly between this city and New Orleans in regard to the matter. Finally, when the Reconstruction Committee were about to report, the leaders in that movement requested the extreme radicals in New Orleans to send a committee here for consultation. Such a committee was sent, consisting of Benjamin Franklin Lynch, ex Attorney General under Hahn, and R. K. Howell, now claiming to be President of the Convention. The committee came on and had frequent and protracted interviews with Stevens, Fessenden, Howard, Banks and other leading men in Congress. The proposition was that the Convention of 1864, which, it was admitted, could be relied upon, should be reassembled, the Reconstruction Committee's report should be by them accepted and approved, the proposed amendment to the Constitution of the United States ratified, the Constitution of the State further amended so as to provide for negro suffrage and the disfranchisement of a large proportion of the whites who had participated in any manner in the rebellion, the State offices to be declared vacant, and new elections ordered under the restrictions and provisions of the restrictions and provisions of the revised Constitution so as to put into office only such men as were in favor with the negroes and the few whites who would be permitted to vote. The proposition was the subject of long correspondence by telegraph and letter between the committee sent here to confer, and their friends in Louisiana. The subject was broached to Judge Durell, who positively refused to have anything to do with it, taking the ground that the authority vested in him to reconvene the Convention had expired upon the ratification by the people of its doings, the possible rejection of which by the people being in his mind the only contingency under which the Convention meant to provide for its recall.

And in this view he was sustained by the ablest men in the State, who argued that otherwise the Convention would never cease to exist, at least so long as its President should be alive. This was a stumper to the revolutionary scheme proposed, but as it turned out not a fatal one. Suggested by the Directory here, a caucus of the faithful members of the Convention was summoned and met in New Orleans, at which Robert K. Howell was elected President pro tem of the Convention, the appointment of such an officer having been neglected, or not considered necessary during the session of the body. But a little consideration showed the plotters that this action would do them no good, inasmuch as, during the presence of the President, the President pro tem could not presume to act. But soon after Judge Durell preceded North, thus removing that objection, but only to give place to others of a still more serious nature. Howell had not been regularly elected President pro tem, and therefore could not act in that capacity until the Convention should assemble and ratify the caucus nomination, and if that objection could be got over another presented itself. Howell had resigned his seat in the Convention during its session which resignation had been accepted. Subsequently, it is true, an effort had been made to reconsider that vote of acceptance, but it had failed because of the lack of a quorum when it was made, so that, in fact, Howell was not even a member of the body of which it was proposed irregularly to make him presiding officer. The Directory, however, proposed to override all this and brave the thing through, but Howell had sufficient virtue left in him to set his face determinedly against such a palpably illegal proceeding, and positively refused to act.

The Directory then went to work at Gov. Wells, who had hitherto been classed by them as a Copperhead and rebel, and by the people as a Conservative. On hearing the scheme, Wells declared that it was revolutionary, would lead to riot and bloodshed, the people would not submit to it, he would have nothing to do with it and to avoid being dragged into it, he packed his trunk and left New Orleans for his plantation up the country. This determined and refractory conduct was duly reported by Lynch, Howell and Hahn, who was acting with them, to the Directory. Thad Stevens smiled one of his ghastly smiles and said, "Of course, it's revolutionary. Ain't these revolutionary times?" Fessenden said, "What is the people to kick up a row? It's all the better for us at the North." Banks, with his wise sagacity, acquiesced and said "I know all those people down there, and just what they are made of."

Let them create a riot. The more anarchy there is produced in the South, the more that they will have in the North. We'll fasten it on the President's policy." Conness, Howard and the rest of them chimed in with a common remark, "It's just what we want; the best thing that could happen for the radical party." Hard as it may be to believe these reports in this era of the world's history, they, nevertheless, are truths, and though in each instance it may not be the precise words used, I give the substance of the reports of these members of the thirty-ninth Congress when told that their plans would lead to what they have led. And now this dispatch was sent down to Gov. Wells that he would be supported, and that he need not fear. It was intimated that the Governor would be sustained by the military power. The Governor would sustain himself as the action of the convention, when assembled, and the action of the convention, should he be sustained by the military power of the government, should not be exerted against them. Now, at this connection, note the similarity of the movement to that entered into with the Texas radicals, as exposed to you in this correspondence some time ago in noting the defeat of Jack Hamilton to the radicals. In both instances the ultimate argument used was that the military power of the government should not be used against the radical revolutionists. The Jack Hamilton plot has been carried out directly and precisely as I unfolded it here, and the fact that the Throckmorton government will not be installed, cannot be resisted and overturned. In the New Orleans instance the same promises of military aid were given. The result will show whether the plotters of revolution have the power to keep their pledges in this important respect.

The proposition of the Directory was taken up by one of the home friends of the scheme, a State county luring place of the Governor a pretend superannuated politician of years ago, who overcome by the flattery and promises of support from leading members of Congress yielded his convictions of duty and right, and secured from his retreat writs of election to fill vacancies, and a proclamation convening the Convention. The reception of this proclamation is already known. The populace were indignant and the entire State administration, except the Governor, protested against it. Excepting a select class of radicals in the State, such as Thomas J. Durant, and those who follow him, and who have heretofore been considered the most substantial or respectable men in the State, and are radicals, denounced the movement, and either openly or passively opposed it, and the Federal appointees in the State, many of whom even members of the convention, clapped their hands at the prospect of a setting aside or chance at the public treasury, a few ambitious outsiders excited at the prospect of a revolution, which might bring them uppermost, the entire negro population was excited and showed at the instigation of the swing ones, firmly believing that the movement was to be their salvation, and would bring to them the equal right of suffrage and privilege to hold office.

It is not necessary, nor have I time to trace the steps from the issuance of Wells's call for the Convention up to its fatal assembling yesterday. Enough has been stated to show that the riot was produced and had been deliberately counted upon. One great object of the Convention has been accomplished, viz., the creation of a riot. Let the pass over all the interim and come down to the immediate time of the disturbance. The Governor, seeing the commotion caused by his proclamation, took steps to preserve the peace. What steps? In a dispatch he says that he has enrolled the militia of the State. That is, in fact, he has organized the negro population into squads and companies, armed them with muskets, pistols, clubs, or whatever else could be procured, and with them prepared to protect an illegal body, convened for avowedly revolutionary purposes, from the fury of the populace, who would not be revolutionized. This proceeding was reported to the people, and added fuel to the blaze of popular excitement. Evidently on Friday last, as it purposely to create the rupture for which the Central Directory here had expressed themselves so anxious, certain white men procured an assemblage of negroes to be held, at which the most violent and incendiary speeches were made, exciting the poor ignorant blacks to all manner of insolence and outrage towards the native white citizens. A procession was formed, which marched through the principal streets, armed with clubs, bucklers and pistols, driving all whites off the streets. The interference of the police resulted in the killing of three negroes and the wounding of several policemen.

The day of the Convention arrived. The Mayor had appealed to the people to refrain from any interference with its meeting. Prominent Louisianians, now in this city, including J. Adolphe Rozier, (who, I see, the dispatches denounce as a violent copperhead,) Mr. W. H. C. King, of the New Orleans Times, Mr. Flanders and others, acting under advice from the President, kept the wires busy with their dispatches to their fellow townsmen, urging that in no case should the Convention be interfered with. Every effort was put forth for peace. But the fanatical element of revolution would not have peace.

Strong efforts have been made and are still making to induce the Government to set aside entirely the present State organization and appoint Major General Gordon Granger Military Governor. General Granger is now here and it is stated there are strong probabilities that the arrangement will be made.

U. H. CROSBY, Esq., Chicago, Ill.—

DEAR SIR—We the undersigned artists, of New York, Philadelphia and Boston, learning of your misfortune, and the generous desire of your fellow-citizens of Chicago, and others to assist you in re-establishing yourself through the success of the "Crosby Opera House Art Association," take pleasure in assuring you of our hearty good will and congratulation wishing you all success and continuance in well-doing, in bringing art so advantageously and generously before our whole people.

A. Bierstadt, Wm. Hart, Wm Bradford, Wm J. Hays, A. F. H. Dellaire, S. R. Gifford, Launt Thompson, R. W. Hubbard, Thos Le Clear, A. D. Shattuck, S. J. Guy, Regis Gignoux, W. J. Heads, J. F. Cropsey, Thos Hicks, Wm L. Sonntag, Frederick E. Church, J. F. Kensett, E. Leutze, Constant Mayer, W. H. Beard, N. Sullivan, Wm Page, J. B. Irving, Louis Lang, J. F. Cropsey, James M. Hart, J. R. Brevoort, John H. Beers, D. C. Fabronius, James Fairman, J. B. Stearns, of New York, Thomas Sully, T. Henry Smith, Ed. Moran, Thomas Moran, George C. Lambdin, J. Lambdin, P. B. Waugh, Edmund D. Lewis, E. H. Bessell, John Sartain, D. R. Knight, I. Hamilton, P. F. Rothermel, C. O. Rosenberg, of Philadelphia, Joseph John, George L. Brown, T. Robinson, Virgil Williams, A. H. Bicknell, W. A. Gay, F. D. Williams, J. Morviller, G. Ames, F. J. Fischer, F. M. J. Johnston, George Fuller, F. H. De Blois, of Boston, William M. Fisher.

SUBMARINE CABLES.—The first successful submarine cable was laid in 1851, between Dover and Calais, and has been in operation fifteen years. It is twenty-seven miles long. The Atlantic cable, which has just been successfully submerged, is the fifty fifth submarine cable that has been laid, and is 1864 miles in length. The aggregate length of all the submarine cables now in successful operation on the globe is 8057 miles. Great Britain and Ireland have 19 submarine cables, Italy 3, Norway 3, France and India each 2, and Spain 1. The next longest line to the Atlantic cable is that connecting Malta and Alexandria, Egypt. It is laid in three sections, and the deepest portions have never been out of order since they were first submerged in 1861. The entire line is 1535 miles in length.

THE FIRST BALE OF NEW COTTON VIA THE RIVER.—The steamer Fashion, Capt. Pratt, arrived last evening from Vicksburg, bringing down two bales of new cotton from the plantation of L. Trogey, Black Hawk Plantation, Concordia parish, and is consigned to J. Norman Jackson, of this city.

Roman Loan.

AMERICAN ISSUE $4,000,000.

TO provide for Treasury of the States of the Holy See [illegible]... Act of the 11th April [illegible] by subscription of the loan [illegible]

[illegible] the present condition of most [illegible] on the present credit of the [illegible] of the one hundred dollar [illegible]

The bonds payable to bearer are of 500 francs, or one hundred dollars each, bearing 5 per cent. of interest [illegible] April and October, at Paris or in New York [illegible] at the option of the holder [illegible]

[illegible] be annually appropriated to the payment of the Bonds [illegible] interest [illegible]

ROBERT MURPHY, Agent.

RECOMMENDATION OF THE MOST REV. ARCHBISHOP OF NEW YORK. [illegible]

RECOMMENDATION OF THE MOST REV. ARCHBISHOP OF BALTIMORE. [illegible]

M. J. SPALDING, Archbishop of Baltimore. Baltimore Feast of SS Peter and Paul, 1866.

RECOMMENDATION OF THE MOST REV. ARCHBISHOP OF NEW ORLEANS. [illegible]

J. M. ODIN, Archbishop of New Orleans. New Orleans, July 14th, 1866. jy26 1m

Paris Universal Exhibition—1867.

NOTICE.

HAVING been appointed by his Excellency Gov. Wells, Agent and Commissioner to represent the interest of the State of Louisiana at the UNIVERSAL EXHIBITION at Paris, in 1867, I respectfully inform the citizens of this State desirous of exhibiting Machinery or Products at the above Exposition, that I [illegible] to take charge of packages to the place of destination. All addressed on the subject through Postoffice box [illegible] New Orleans.

EDWARD GOTTHEIL, Agent and Representative Paris Universal Exposition, 1867.

Notice.

I HAVE this day sold my entire interest in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., to the remaining partners.
F. O. WOODMAN.
New Orleans, July 19th, 1866.

Referring to the above notice the undersigned having purchased the interest of Mr. F. O. Woodman, in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., will continue the Importing and Wholesale Dry Business at the same stand, under the firm and style of WHEELOCK, FINLAY & BALL.

E. B. WHEELOCK.
THOS. K. FINLAY.
WILLIAM BALL.
New Orleans, July 19th, 1866. jy20 1m

For Sale.

THE undersigned keeps a constant supply of the following:

FIRE WOOD hard and soft.
PICKETS for fencing.
CLAP BOARDS
SHINGLES
BARREL STAVES and HEADS.
HALF do. do.

B. & A. SOULIE, No. 37 Bourbon street, or at the depot No. 1,398 Greatmen street, fifty railroads to E. BILLIEUX. jy15 1m

WHISKY! BRANDY!

L. MANUEL,

WINE DEALER. No. 50 Dumaine street,

RESPECTFULLY informs his customers that from and after this date he becomes the sole agent of the world-known brands of Whisky, Brandy and Cognac of the firm of O. Kentzell at Cincinnati. Keeps always on hand to suit buyers, a large stock of choice goods. WHISKY and BRANDY 1st Class, by taking a barrel, at $[illegible] per gallon and less. Good CLARET, at $45 per cask. jy25 1m

Notice.

THE undersigned has applied to the Home Mutual Insurance Company for new Certificates of Scrip—No. 284, of 1858...$110; No. 585, of 1859... 20; No. 498, of 1859... 60; No. [illegible] of [illegible]... [illegible]

Standing in the name of I. C. Shannon and J. R. Shannon.
J. R. SHANNON, Testamentary Executor.
jy21 28 aug4 11

E. REMINGTON & SONS'

PISTOL AND FIRE ARMS MANUFACTORY. ILLION, NEW YORK.

WE have made HENRY FOLSOM & CO., of New Orleans, sole Agents for the State of Louisiana for the sale of our Fire Arms. All parties wishing to purchase Arms of our make, can obtain them of the Messrs. Folsom at the same prices and terms as at our Factory. Dealers wishing to try our Arms can do so with the privilege of returning unsold at the end of thirty days from date of purchase. The arms to be paid for on delivery, and the money refunded on return of goods if unsold or unsatisfactory.

E. REMINGTON & SONS.

Referring to the above, we solicit orders for samples, on approval.

It will cost nothing to give them a trial. Factory price lists will be furnished on application.

HENRY FOLSOM & CO., No. 3 Old Levee street, New Orleans. Post office address, Box 2[illegible]. jy14 1m

PETER TOTANS, 39 Fulton street, N. Y., DEALER in Ivory. Has constantly on hand a large Stock of Billiard Balls of every size, Cloth, Cues and Trimmings, and everything appertaining to the billiard business. Marriage Rings, Knobs, Walking Canes and Cane Handles, and Ivory in general. All orders promptly attended to [illegible] Fulton street, New York, or at Factory, corner Sydam street and Myrtle Avenue, Brooklyn, New York.

Turnip Seed! Turnip Seed!!

LANDRETH'S warranted TURNIP SEED, growth of 1866. Just received from Philadelphia per steamship Geneva, Sheridan. For sale in quantities to suit purchasers, at the Seed Store of H. HAYNER, 105 St. Charles st., opposite St. Charles Theatre. jy20 1m